France : prisons surpeuplées

samedi 14 juillet 2007, par [LECLERC Anne](#) (Date de rédaction antérieure : 12 juillet 2007).

L'annonce concomitante, par Sarkozy, qu'il n'y aurait pas de grâce présidentielle le 14 Juillet et le probable vote de la loi sur la récidive, le 17 juillet, au Parlement, auront une conséquence identique : renforcer la surpopulation carcérale. Aujourd'hui, 60 000 détenus pour 50 000 places, demain, avec la loi sur la récidive, au moins 10 000 de plus. Pour les détenus, cela signifie des conditions de détention de plus en plus insupportables.

Si la grâce présidentielle relève du fait du prince, sa suppression, dans le contexte de surpopulation carcérale, de libertés conditionnelles réduites et de diminution des aménagements de peine porte un coup aux détenus. Le prononcé d'une peine de prison signifie, pour le condamné, la privation de liberté, et il ne devrait pas entraîner la suppression de tous les droits. Or, le système pénitentiaire français ajoute d'autres peines à cette peine : entassement dans les cellules, difficultés d'accès aux soins, etc. Pour ceux et celles qui approchent de près ou de loin l'univers carcéral, un constat est commun : le manque d'accès aux droits élémentaires dans les prisons françaises porte atteinte à la dignité des détenus. Que ce soit le respect de l'intimité en cellule, le droit à un travail rémunéré comme les salariés, l'accès à la santé, ces droits ne sont pas respectés. Le régime disciplinaire - le prétoire -, sans droit à la défense, a longtemps échappé aux règles de droit commun : l'introduction très récente des avocats reste restreinte. Ceci, sans parler de l'humiliation qui accompagne la détention, notamment avec le système des remises de peine fondé sur le « bon comportement du détenu ».

Les états généraux de la condition pénitentiaire, en décembre dernier, réunis à l'initiative de l'Observatoire international des prisons (OIP), qui avaient rassemblé professionnels, syndicalistes et associations, avaient conclu à l'urgence d'une réforme radicale de l'administration pénitentiaire, afin d'en finir avec les conditions inhumaines de détention, de donner des droits aux détenus et de prioriser leur réinsertion. Le gouvernement ne prend pas ce chemin, il faudra se battre pour mettre en échec les nouvelles lois et imposer une vaste réforme pénitentiaire.

P.-S.

* Paru en éditorial dans Rouge n° 2214 du 12 juillet 2007.